

Marseille, le 28 Septembre 2026

**Communiqué de l'Union Nationale Interprofessionnelle
des Retraité-e-s de Solidaires Bouches du Rhône :**

Le 29 septembre, à 10 H 30, aux Réformés à Marseille, l'UNIRS/Solidaires13 appelle ses adhérent/es et l'ensemble des retraité/es à manifester aux côtés de l'intersyndicale de la Fonction Publique, SOLIDAIRES, CGT, CFDT, FSU, UNSA, FO, CGC.

Le 8 juillet dernier, l'intersyndicale rencontrait le gouvernement qui avait exclu d'emblée toute hausse générale des salaires des agents publics. L'intersyndicale quittait alors la réunion et appelait à l'action dès la rentrée.

Il n'y a pas pire sourd....

Canicules ininterrompues, incendies, sécheresses, hôpital sous tension, des écoles surchauffées, des milliers de morts ont pu nous faire mesurer l'ampleur de ces catastrophes liées au changement climatique, conséquences des politiques menées, faites de reculs législatifs sur la protection de l'environnement. Une politique sourde aux alertes sur l'avenir de notre planète, aux interpellations des associations et des syndicats face aux sous investissements chroniques, notamment dans la Sécurité Civile.

....qu'un gouvernement qui nous ment !

Et, pourtant, comble du cynisme, le gouvernement profite de cet été en pleine crise écologique, sociale, économique et humaine, pour nous concocter un budget d'austérité, cette austérité qui justement a participé à cette crise.

Tout l'été, il répète à l'envie dette, déficit public en brandissant un rapport qui fait état de 126 milliards d'euros d'ici 2032. Il agite peur et culpabilité. Les annonces gouvernementales pour nous préparer aux pires régressions sociales concernant services publics, retraites, Sécurité Sociale, salaires vont bon train. Tout en épargnant les plus fortunés, les détenteurs de capitaux. On veut grappiller de l'argent par ci par là. Au vu des protestations, on revient sur ce qui a été annoncé comme le gel du RSA ...

Le Président du Medef ne cesse de nous alarmer sur les « charges » et les taxes qui plomberaient l'économie. Et pourtant, 107 milliards ont été versés aux actionnaires en 2025.

Le retraité, la variable d'ajustement du déficit économique.

Sébastien Lecornu ne revient pas sur la désindexation des retraites en transgressant à nouveau le Code de la Sécurité Sociale qui prévoit l'indexation annuelle des retraites sur l'inflation. Pour faire passer la pilule, les petites retraites seraient indexées. Une façon d'avancer doucement vers la fin de toute indexation. Dans une attaque à nouveau contre les principes et l'universalité de nos droits à la retraite.

Les salaires stagnent, les contrats précaires et les contractuels se multiplient dans la Fonction Publique et les cotisations sociales sont de plus en plus faibles en finançant donc mal la Sécurité Sociale.

Les 80 milliards d'exonération des cotisations sociales patronales assèchent son financement. Une bonne façon de la « tuer » à petit feu. L'objectif de la capitalisation peut revenir en force.

Service Public, un malade en fin de vie.

Tous les services publics sont étranglés financièrement voire privatisés. Ils ne peuvent plus ni assurer leurs missions ni répondre aux besoins de la population. Pour rappel, l'état de nos hôpitaux qui est de plus en plus préoccupant et nous met en danger : fermetures de lits, des urgences, de maternités, des heures sur les brancards en attente de lits d'hospitalisation, patients à l'abandon... Les cliniques privées uniquement pour les actes rentables se substituent à l'hôpital public sinistré ...et ne se privent pas de fermer comme la clinique Vert Coteau.

Les dialyses rentables sont réalisées par des cabinets privés à l'hôpital Nord. !!!

Mieux vaut être riche et en bonne santé que retraité et malade !

Sournoisement, en plein été caniculaire, le gouvernement fait passer des décrets qui affectent fortement les retraité/es qui ont besoin de plus de soins, pour poursuivre par de multiples déremboursements, médicaments, soins dentaires, transports sanitaires, certains dispositifs médicaux...

... / ...

C
O
M
M
U
N
I
Q
U
E

Et de les transférer à la complémentaire santé qui le répercuteront sur les cotisations de plus en plus élevées donc beaucoup renonceront à se faire soigner. Une bonne façon de leur faire prendre le pas sur la Sécu, en créant de nouveaux marchés aux sociétés d'assurance, en leur attribuant le rôle et les compétences de la Sécu.

Le capitalisme un racket institutionnalisé !

Et le capitalisme financier sans limite et sans éthique se développe dans tous les secteurs : Après les EHPAD, c'est au tour des crèches, des services d'aide à domicile, des cliniques de soins, des centres de rééducation fonctionnelle d'être livrés aux grands groupes financiers avec de l'argent public. Un business scandaleux.

Une circulaire demande aux Agences Régionales de la Santé-(ARS) de mettre en place les restructurations hospitalières autour des -Groupements Hospitaliers de Territoire- (GHT) sous couvert d'«efficacité» et de «simplification». C'est à dire de faire des économies encore sur la santé. Puis, c'est au tour de l'éducation, de la petite enfance, de l'école et des universités, de la SNCF.

En cette rentrée scolaire, les écoles manquent de classes, de professeurs, d'AEH pour accompagner les enfants en difficultés, d'AED (surveillants), de CPE.

Les universités publiques, sous le coup de boutoir, sont sous financées de façon chronique, sous dotées avec manque de recrutement. Les étudiants sont en difficultés (logement, frais d'inscription...) Certains étudiants qui ont obtenu leurs licences sont refusés en masters, stoppent leurs études. La plateforme « *Parcoursup* » sert en fait d'outil sélectif par manque de places dans une optique libérale de réduire les études supérieures tout en s'attaquant aux universités et à l'enseignement supérieur dépourvu de moyens. Malgré les besoins criants en science, en recherche...

En zone rurale mais aussi dans de nombreux quartiers, en boucle, ce sont des bureaux de poste puis des écoles qui ferment, suivis de tous les services publics avec des déserts médicaux où peuvent s'implanter les narco-trafiquants.

1 français/6 sous le seuil de pauvreté (INSEE), le modèle américain comme finalité ?

Serions-nous devenus un pays pauvre ? En avançant vers un système à l'américaine ?

En 10 ans, la fortune de l'ultra riche est passée de 200 milliards à 1200 milliards soit 42% du PIB contre 12% du PIB en 2010. 1300 millionnaires échappent à l'impôt sur le revenu.

211 milliards d'aides publiques sans contrepartie aux grandes entreprises, un système fiscal avec des dispositifs d'optimisation fiscale qui entrave la croissance et l'emploi et participe au déficit budgétaire en renforçant les inégalités se font au détriment des services publics, de toute la protection sociale et médico-sociale. Aucune proposition pour augmenter les recettes, bien au contraire toute augmentation d'impôts est à exclure.

Pour une autre répartition, une juste répartition des richesses !

Alors, les retraités ne demandent pas de l'« argent magique » mais de l'argent public réparti justement dans une autre répartition des richesses pour renforcer tous les services publics, associatifs, des bureaux de poste, des Finances Publiques, des gares. Avec un personnel formé et suffisant et non des « *jobs dating* » et des contractuels qui fleurissent dans les services publics.

Les retraités ont bien saisi que la dette sert à nous museler mais aussi à mieux laminer tous les services publics et mettre à bas définitivement l'État Providence construit au prix de hautes luttes par nos Anciens.

Notre syndicat s'oppose à la destruction de tous nos acquis sociaux qui sont, rappelons-le, un vrai rempart contre les solutions racistes et haineuses de l'extrême droite.

Contact : Roselyne Garcia 06 12 58 81 11